

Devenir *plus forts ensemble*

Cinq engagements pour les cinq années à venir

Manifeste du Parti Socialiste Européen pour les élections du Parlement européen de juin 2004
Adopté par le Congrès du PSE à Bruxelles le 24 avril 2004

Les élections européennes en juin seront historiques. Pour la première fois, les citoyens de 10 nouveaux Etats membres participeront aux élections européennes dans 25 pays. Les membres du nouveau Parlement européen défendront les intérêts de 450 millions de citoyens et veilleront à ce que l'Europe réponde à leurs besoins et priorités.

Le Parti Socialiste Européen invite les électeurs à saisir l'occasion des élections pour façonner l'avenir de l'Union européenne. Les problèmes et les défis communs à tous les pays européens tels que l'environnement, le contrôle des frontières et le crime transfrontalier, et le terrorisme sont mieux combattus au niveau européen.

Les décisions relatives aux lois et aux dépenses européennes prises par les députés à Bruxelles et à Strasbourg peuvent paraître lointaines, mais elles affectent directement le travail et les conditions de vie de tous et de chacun d'entre nous.

Un vote pour les candidats sociaux-démocrates est un vote pour une Union européenne qui conjugue la justice sociale dans les pays et la solidarité entre les pays. Nous voulons une Union européenne forte et sociale qui offre un succès économique et la sécurité à ses citoyens : une Union capable de relever les défis majeurs que sont le chômage, la justice sociale, le terrorisme international et l'environnement mondial.

Les sociaux-démocrates de tous les pays sont entièrement en faveur d'une Union Européenne unie et qui réussit, qui soit une zone de paix et de coopération, et qui respecte l'état de droit. Nous reconnaissons également que dans certains domaines politiques, les autorités locales et nationales sont plus compétentes pour agir.

Le Parti Socialiste Européen propose un programme pour une Union européenne progressiste qui met les préoccupations de ses citoyens au premier plan. Nous nous engageons à travailler dans toute l'Union européenne pour veiller à ce que tous les citoyens des Etats membres actuels ainsi que ceux des nouveaux, profitent de l'élargissement de l'UE.

Nous présentons aux électeurs cinq engagements-clé pour les cinq années à venir au Parlement européen :

- **Stimuler la croissance en Europe, lutter contre la pauvreté et créer plus et de meilleurs emplois**
- **Rapprocher l'Union européenne de ses citoyens**

- **Gérer les migrations et poursuivre l'intégration**
- **Construire un monde plus sûr, durable, pacifique et juste**
- **Promouvoir l'Europe comme terre de démocratie et d'égalité**

1. Stimuler la croissance en Europe, lutter contre la pauvreté et créer plus et de meilleurs emplois

Les socialistes ont élaboré, il y a quatre ans, un premier plan européen d'action de réforme économique et sociale, plan adopté par l'UE dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne et développé à Göteborg, pour faire de l'UE, l'économie basée sur la connaissance, la plus dynamique au monde, capable de maintenir une croissance économique constante, de créer davantage et de meilleurs emplois et d'acquérir une plus grande cohésion sociale d'ici 2010.

Maintenant, nous voulons donner un nouvel élan à cette stratégie. Notre programme de travail *Pour une relance économique en Europe : promouvoir les investissements publics et privés*, propose une stratégie détaillée pour créer davantage de nouveaux emplois de haute qualité, en promouvant un plus grand investissement dans les secteurs de la recherche et de la technologie, qui soutienne les nouveaux secteurs de croissance et un renforcement de l'éducation moderne, de l'enseignement et de la formation continue.

Nous rejetons les tentatives des gouvernements de droite ayant pour but de limiter le processus de Lisbonne à des réformes économiques en négligeant ses objectifs sociaux. Nous exigeons une action correctement menée qui permette d'atteindre les objectifs sociaux en matière d'emploi stipulés dans la Stratégie de Lisbonne, et voulons atteindre, notamment, un taux d'emploi global de 70 pour cent et un taux de 60 pour cent de participation des femmes au marché du travail d'ici 2010. Des taux de participation plus élevés permettront également de nous aider à relever les défis démographiques liés au vieillissement de la population.

Pour les socialistes européens, il est essentiel que l'Union européenne et ses Etats membres donnent une plus grande priorité aux mesures sociales, notamment aux objectifs de la création de plus et de meilleurs emplois, au plein emploi, à l'intégration sociale, à la protection de l'environnement et au développement durable. Nous devons préserver, renforcer et moderniser le modèle social européen qui combine à la fois la croissance économique et des niveaux adéquats de protection sociale. Afin d'assurer que la prospérité soit partagée, nous devons renforcer le partenariat social. La convergence de la performance financière doit être assortie à la convergence des mesures sociales afin d'assurer que le dumping social n'ébranle pas la concurrence

juste. Nous voyons l'Europe comme une communauté basée sur les principes de l'économie sociale de marché et sur la coopération au profit de tous.

Nous avons déjà défendu et obtenu que les lois européennes promeuvent une plus grande égalité entre les femmes et les hommes au travail. Il reste, néanmoins, encore des inégalités au niveau des salaires et des opportunités. Il faut davantage de progrès pour assurer que les lois d'égalité soient respectées dans la pratique et qu'il y ait suffisamment de soutien pour les parents qui travaillent.

L'élargissement historique de l'UE de mai 2004, qui accueillera dix nouveaux pays, offrira une qualité et un niveau de vie meilleurs pour les citoyens dans les nouveaux Etats membres. Il stimulera le commerce et accroîtra le nombre d'emplois dans les Etats membres.

Nous nous engageons à faire un usage plus opérant et efficace du budget de l'Union européenne. Les fonds doivent être prélevés de façon équitable entre les pays de l'UE et les citoyens en tenant compte du principe de solidarité entre régions riches et pauvres. Les fonds européens doivent être suffisamment importants pour aider à financer les objectifs de l'UE, et particulièrement à assurer le succès de l'élargissement.

Nous sommes en faveur de la réforme du pacte de croissance et de stabilité pour promouvoir une plus grande croissance économique et de l'emploi. La stabilité doit être considérée comme une condition vitale à la croissance, et non comme une alternative.

Nous demandons la réforme de la politique agricole européenne pour soutenir le développement rural en lieu et place de la subvention directe des productions agricoles. Il est indispensable que la réforme de la politique agricole promeut une alimentation de qualité et accessible au niveau des prix, qu'elle respecte l'environnement, le territoire et le bien-être des animaux.

Nous voulons :

- Orienter les différents fonds de l'UE vers la création d'emplois.
- Renforcer le modèle social européen et défendre les droits syndicaux.
- Développer une politique monétaire européenne qui promeut la croissance, le développement durable, et l'emploi dans une économie sociale de marché.
- Garantir des services publics abordables, accessibles et de grande qualité.
- Augmenter le taux de participation des femmes et supprimer les barrières qui empêchent l'accès des femmes à l'emploi.
- Introduire des mesures visant à aider les hommes et les femmes à réaliser un meilleur équilibre entre leur vie professionnelle et leurs obligations familiales.

2. Rapprocher l'Union européenne de ses citoyens

L'Union européenne doit non seulement assurer que les citoyens bénéficient de ses actions mais qu'ils soient également impliqués dans ses décisions. En même temps, et ce conformément au principe de subsidiarité, l'UE ne doit pas intervenir à la place des entités nationales ou régionales, lorsque celles-ci sont en mesure de mieux mener les actions à entreprendre.

Durant les négociations sur la Convention pour le Futur de l'Europe, les socialistes européens ont joué un rôle clé dans la formulation du projet de la Constitution et ont veillé à ce que des droits et valeurs fondamentales y soient incluses. Lorsqu'elle sera finalisée et ratifiée, la Constitution européenne doit rendre les institutions européennes plus transparentes, plus responsables et plus importantes aux yeux des citoyens. Elle doit permettre de rendre leurs décisions plus démocratiques et efficaces. Elle doit aussi permettre à l'Union européenne de s'exprimer d'une voix claire et forte sur la scène mondiale. Une Constitution est indispensable au succès de l'élargissement. Son adoption doit, en conséquence, être une priorité pour les Gouvernements européens.

Dans une Union européenne proche de ses citoyens, nous proposerons des politiques qui améliorent la qualité de vie, se concentrant sur l'égalité des droits pour les femmes et les hommes, les droits des travailleurs et des consommateurs, la libre circulation, la sécurité des produits alimentaires, la qualité de l'environnement et l'accès au transport.

La lutte contre le crime transfrontalier requiert une approche commune au niveau européen. Pour cette raison, nous travaillerons pour une plus grande coopération européenne, afin de rendre la société libre et sûre pour tous. La nouvelle menace du terrorisme international a montré sa cruauté brutale sur le sol européen. Il menace les valeurs européennes fondamentales de démocratie, des droits humains et de l'état de droit. Nous, en tant qu'européens, nous devons nous unir contre une quelconque intimidation de la sorte. Etant donné qu'aucun pays n'est à l'abri, nous avons besoin d'une coopération réellement efficace entre les polices et les services de sécurité européens afin de combattre et diminuer cette menace.

Les politiques de l'Union européenne doivent assurer l'avenir des générations futures par la prise en considération des priorités des jeunes européens en matière d'éducation, des technologies de l'information, d'environnement et de diversité culturelle. Nous devons poursuivre sur la voie des succès obtenus avec des programmes d'éducation pour les jeunes de l'UE. En particulier, nous soutenons le processus de Bologne et son objectif principal qui est d'établir un espace européen de l'enseignement supérieur d'ici

2010. Nous veillerons à améliorer les conditions d'emploi pour les jeunes, l'intégration sociale, la protection sociale et les politiques dans d'autres domaines.

Nous voulons :

- Adopter une Constitution européenne qui rapproche l'UE de ses citoyens.
- Faire de la lutte contre le terrorisme la priorité absolue, en assurant une coordination effective des services secrets, judiciaires et policiers.
- Améliorer l'accès à la technologie de l'informatique et l'accès à Internet pour tous les citoyens avant 2012.
- Renforcer la coopération responsable de la police européenne à travers Europol et créer une équipe européenne anti-drogue pour intensifier la lutte contre le trafic de stupéfiants et le blanchiment de capitaux transfrontaliers.

3. Poursuivre l'intégration et gérer les migrations

Nous voulons une gestion active, ferme et juste des migrations et de l'intégration. Nous reconnaissons la contribution positive de l'immigration légale et partageons le concept des sociétés multiculturelles et tolérantes. Cependant, nous devons, en même temps, nous attaquer aux problèmes de l'immigration illégale et sévir contre le trafic des êtres humains et leur exploitation.

Nous nous opposons avec véhémence au racisme et à la xénophobie à tous les niveaux. Nous rejetons les tentatives entreprises par les forces de droite d'exploiter la question de l'immigration pour créer des divisions dans notre société et miner la diversité et la stabilité de l'Europe. Nous nous opposons à toute coopération avec des mouvements ou des partis d'extrême droite.

Pour compléter les mesures nationales, nous chercherons une approche européenne à la migration ayant deux caractéristiques principales. En premier lieu, nous poursuivrons les politiques d'insertion et d'intégration sociales. Les Etats membres devront, en accord avec les autorités locales, assurer que les migrants puissent exercer tous leurs droits civiques et sociaux, et que les flux migratoires soient gérés conjointement.

En second lieu, en coopération avec d'autres forces progressistes, nous stimulerons une politique mondiale de développement pour promouvoir une meilleure vie dans les pays d'origine des migrants. Assurer le développement économique et social dans ces pays, et améliorer les conditions humanitaires doit être capital pour la politique européenne de migration.

L'Union européenne doit rester un endroit de refuge pour les victimes de la persécution et doit pouvoir offrir une protection complète aux requérants d'asile légitimes.

Nous voulons :

- Développer une politique européenne de migration et d'asile dotée d'un système de normes communes sur les visas et sur le statut de réfugié.
- Utiliser le Fonds social européen pour établir des politiques d'intégration qui comprennent une meilleure éducation et participation pour les migrants dans l'Union.
- Lutter contre le racisme et la xénophobie au sein de l'UE.
- Améliorer le niveau de vie dans les pays d'origine des migrants à travers des organisations et des accords internationaux de coopération.

4. Promouvoir un monde plus sûr, durable, pacifique et juste

Nous voulons une Europe forte qui parle d'une voix claire dans les forums internationaux, et qui défende les idéaux d'un monde juste, stable et pacifique en accord avec les lois internationales et dans le cadre des Nations Unies.

Nous demandons la réforme des Nations Unies pour renforcer son rôle de maintien de la paix et de la sécurité mondiale et pour la rendre plus représentative. L'Union européenne doit jouer un rôle primordial dans le multilatéralisme, permettant aux pays de mieux collaborer entre eux pour résoudre les conflits et répondre à des nouvelles menaces de sécurité. La lutte contre le terrorisme international sera un succès seulement si nous nous attaquons aux racines du terrorisme.

Nous devons également développer une politique de sécurité et de défense européenne, afin d'en faire un instrument crédible en termes de prévention des conflits et de gestion des crises. Nous soutenons la Stratégie de Sécurité européenne adoptée par le Conseil en 2003 qui fournira le cadre pour une politique extérieure et de sécurité plus efficace.

Nous nous engageons à renforcer la stabilité dans l'Europe du sud-est et à encourager l'orientation européenne des pays de l'ex-Yougoslavie. Nous devons développer nos partenariats avec nos voisins de la dimension septentrionale et revitaliser le processus de Barcelone avec nos partenaires du bassin méditerranéen. Nos valeurs des droits

humains et de démocratie ne doivent pas s'arrêter à nos frontières mais être promues dans les pays par-delà nos nouvelles frontières orientales.

En coopération avec d'autres forces progressistes dans le monde, nous avons proposé des nouvelles politiques pour affronter les défis mondiaux, particulièrement les objectifs de développement du Millénaire des Nations Unies. Ces politiques comprennent une politique commerciale favorisant l'accès équitable aux marchés pour les pays en voie de développement, en particulier pour les produits agricoles ; des politiques d'aide au développement social, notamment en matière de santé et d'enseignement; de plus importants niveaux sociaux et une promotion du développement durable. Nous intensifierons nos efforts pour combattre la pauvreté et annuler la dette des pays en voie de développement. Nous renforcerons également la lutte mondiale contre le SIDA et d'autres maladies liées à la pauvreté en favorisant l'accès abordable à des moyens de prévention et des traitements médicamenteux. Pour atteindre ces objectifs, nous devons veiller à ce qu'ils soient pleinement partagés par des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du Commerce, la Banque mondiale et le Fond monétaire international.

Nous ferons en sorte d'avoir une mondialisation progressive, ne cherchant pas seulement à accroître le commerce avec les pays en voie de développement, mais aussi à promouvoir la démocratie, les droits humains et la protection de l'environnement dans ces pays. L'Union européenne doit jouer son rôle en assurant une bonne gouvernance corporative et une responsabilité sociale des affaires partout dans le monde.

Nous voulons remplir les engagements pris à Kyoto visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, puis développer des objectifs plus ambitieux pour la stabilité climatique. Afin de promouvoir une durabilité mondiale, nous allons aussi encourager le remplacement de l'utilisation excessive des ressources naturelles, y compris les combustibles fossiles, par des alternatives plus durables.

Nous voulons :

- Renforcer l'ONU et ses institutions et renforcer la coopération entre les pays du monde entier.
- Renforcer la Politique Européenne de Sécurité et de Défense dans son rôle de prévention des conflits et de gestion des crises.
- Utiliser l'influence de l'UE pour renouer et compléter les négociations sur le commerce international afin de promouvoir le commerce équitable mondial.
- Supprimer les quotas et les taxes sur les exportations en provenance des pays en voie de développement et réformer la Politique Agricole Commune.
- Assurer que nos politiques de développement respectent la priorité de protéger et conserver l'environnement.
- Développer les efforts existants dans le domaine de la responsabilité

environnementale et sociale dans les affaires internationales.

5. Promouvoir l'Europe comme terre de démocratie et d'égalité

Notre vision est celle d'une Union européenne basée sur la démocratie, l'égalité, le respect des droits humains, la diversité et l'état de droit. Pour cette raison, nous soutenons la Charte des Droits Fondamentaux et son inclusion dans la Constitution. Nous devons également promouvoir ces valeurs hors des frontières de l'UE.

Nous soutenons un rôle renforcé du Parlement européen en tant que voix des citoyens européens directement élue

Pour les sociaux-démocrates, l'égalité est l'un des objectifs le plus important; la démocratie est impossible à réaliser sans l'égalité. Nous nous opposons à toute forme de discrimination, y compris celle basée sur la race, la religion, la croyance, le sexe, l'incapacité physique, l'âge ou l'orientation sexuelle.

La fraude et la corruption affaiblissent la démocratie. Nous les éradiquerons où qu'elles se trouvent. Nous nous opposons à la concentration des médias et au monopole du pouvoir économique et politique.

Nous continuerons de défendre la poursuite de la réforme des institutions de l'UE. Nous lutterons pour l'ouverture et la transparence, pour une gestion financière saine, une libre concurrence et une efficacité accrue à la Commission européenne.

Nous voulons :

- Renforcer le rôle du Parlement européen en tant que voix démocratique du peuple européen.
- Promouvoir l'égalité et la lutte contre toute forme de discrimination.
- Renforcer les alliances contre les forces d'extrême droite et défier les autres partis, notamment ceux appartenant à l'aile droite du Parti Populaire européen, à signer la Charte de l'UE pour une société non-raciste, déjà signée par tous les partis sociaux-démocrates européens.
- Accroître la taille et l'efficacité de l'OLAF (Organisation de la Lutte Anti-Fraude) pour assurer qu'elle intervienne plus rapidement dans les cas de fraude.

Votre vote compte

Le Parti Socialiste Européen encourage tous les électeurs à participer aux élections européennes de juin 2004 et à voter pour notre vision de l'avenir.

L'Europe s'est agrandie : ensemble nous pouvons la rendre plus forte.

L'Europe a besoin de votre vote.

Le Parti socialiste européen est constitué de 32 partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes des 25 Etats membres et de Norvège, ainsi que de 13 partis associés et observateurs. Il contribue à l'élaboration de stratégies communes et à la coordination des positions politiques. Ses organisations partenaires comprennent ECOSY (les jeunes socialistes européens) et les Femmes du PSE.

Le manifeste fournit une vue d'ensemble de nos principes fondamentaux et de nos positions politiques. Par ailleurs, nous avons élaboré une série de documents politiques détaillés sur les thèmes suivants :

L'Europe et le nouvel ordre mondial – combler les fossés mondiaux

L'Europe 2004 – Changer l'avenir (Déclaration politique – Groupe de haut niveau sur la mondialisation)

proposé par Poul Nyrup Rasmussen, ancien Premier Ministre du Danemark, Mai 2003

L'Europe élargie et ses nouveaux voisins : une stratégie de politique étrangère post-élargissement

proposé par les vice-présidents du PSE Rudolf Scharping et Jan Marinus Wiersma, Mars 2004

Adoption d'une nouvelle Constitution : démocratie et transparence

proposé par le vice-président du PSE Giuliano Amato, Avril 2004

Promouvoir l'investissement, la croissance durable et le plein emploi

Pour une relance économique en Europe : promouvoir les investissements publics et privés

présenté par Poul Nyrup Rasmussen, ancien Premier Ministre du Danemark 2003/2004

Le peuple tzigane : discrimination et exclusion

proposé par le vice-président du PSE Jan Marinus Wiersma, Novembre 2003

Gérer la migration et réussir l'intégration des migrants

présenté par la députée européenne Anna Terrón i Cusí, Mars 2004

La réforme de la Politique agricole commune et de la Sécurité alimentaire

présenté par Henri Nallet, Willi Görlach (MPE) et Franz Timmermans, Novembre 2002

Document du Groupe de travail du PSE sur le Développement durable

présenté par Göran Persson, Premier Ministre de la Suède, Mars 2002

Le dialogue transatlantique: vers une alliance mondiale pour le XXIe siècle

présenté par le Président de l'IS Antonio Guterres et le Président du PSE Robin Cook, Mars 2004

Une Union européenne pour un monde plus sûr

présenté par le rapporteur du PSE et ancien ministre de la Défense Alain Richard, Avril 2004

Le statut des partis politiques européens : renforcer le Parti Socialiste européen

présenté par le trésorier du PSE Ruairi Quinn et le secrétaire général Antony Beumer Avril 2004

Ces rapports, ainsi que les manifestes nationaux des partis du PSE, sont disponibles sur la page web du PSE

: www.pes.org

D'autres documents sont disponibles sur le site web du Groupe parlementaire du PSE :
www.socialistgroup.org